

aider en leur permettant de se développer selon leurs aspirations, grâce à une technologie, à une théorie, et à une pratique adaptées à leurs us et coutumes.

• (7.40 p.m.)

Il est inutile pour nous, comme pour les Américains, de demander aux Vietnamiens d'être des Canadiens ou des Américains. Il est inutile pour nous de demander aux nègres d'être des blancs; c'est impossible.

Monsieur le président, il est temps que nous reconnaissons que l'aide que nous apportons à ces pays, que ce soit de l'aide financière, de l'aide technique, que ce soit de la nourriture ou des vêtements que nous leur donnons, ne constitue pas tout; il faut que nous leur donnions quelque chose pour leur permettre de grandir, de se former, de voir à leur propre développement, selon leurs possibilités. C'est dans ce domaine, à mon sens, que le Canada est placé dans une position tout à fait exceptionnelle pour aider ces pays-là, pour les conseiller, pour leur rendre enfin justice dans toute la mesure qu'il lui est possible de le faire.

Monsieur le président, nous avons entendu assez de ces attaques virulentes contre les Américains, parce que les Américains font face, au Vietnam, à une agression—oui, j'ose dire une agression—russe par le Nord. Et les Russes l'admettaient dans leurs propres déclarations lorsqu'ils étaient à Hanoï: on fournit des armements au Vietnam. Est-ce qu'on ne fournit pas autre chose? On fournit toutes sortes de choses, de l'aide économique, de l'aide financière; on fournit pour combattre ces mauvais Américains.

Or, monsieur le président, s'il est souhaitable que les États-Unis retirent leurs contingents, leurs forces armées du Sud-Vietnam, il est également souhaitable que les Russes se retirent du Nord-Vietnam et retournent chez eux, dans leur pays. Qu'on ne présente pas seulement un côté de la médaille; comme je le disais tantôt, qu'on regarde les deux côtés de la médaille et qu'on fiche pour tout de bon la paix aux Vietnamiens, afin que ces gens-là puissent s'administrer par eux-mêmes, selon eux-mêmes, et selon leur propre volonté. Cela serait le respect de la personne, le respect d'une race, le respect d'un peuple, le respect de la liberté!

Monsieur le président, je n'ai pas l'intention de parler tellement plus longuement à ce stade-ci de l'étude des crédits du ministère des Affaires extérieures; seulement, encore une fois, j'insiste pour que le ministre continue d'être un véritable conciliateur entre les gens qui sont actuellement aux prises au point de vue idéologique; à tous points de vue, que le ministre canadien des Affaires extérieures soit un conciliateur, qu'il fasse tout

en son pouvoir pour réunir les divers groupes ou les gens qui s'opposent, afin de les entraîner à discuter autour d'une table ronde. A ce moment-là, le Canada sera le pays que tout le monde admirera, parce que le Canada sera l'agent de paix numéro un du monde entier.

Monsieur le président, j'ai confiance que notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures continuera ce travail de conciliation, qu'il continuera, par tous les moyens, à réunir les éléments qui se battent actuellement dans le monde entier, que ce soit en Rhodésie, au Vietnam ou n'importe où. A ce moment-là, je le répète, nous serons respectés, nous attirerons le respect de toutes ces nations, les nations nord-vietnamienne et sud-vietnamienne, et toutes seront portées à nous respecter, parce que nous prouverons surtout que notre désir sincère est la paix, la paix juste, la paix durable, la paix qui permet aux individus, non pas de s'entr'égorgier, s'entre-dévorer, mais une paix qui permettra à tous les hommes de bonne volonté de s'unir pour le plus grand bien de toutes les personnes humaines qui habitent notre planète, la terre. (Applaudissements)

[Traduction]

• (7.50 p.m.)

Des voix: Adopté.

M. le président suppléant: Le crédit est-il adopté?

M. Mandziuk: Monsieur le président, je sais que le gouvernement a bien hâte que ce premier crédit soit adopté, mais le silence du ministre me fait prendre part au débat.

Le portefeuille du secrétaire d'État aux Affaires extérieures est très important. Le ministre est le guide de notre nation parmi les autres nations. Selon la coutume, il faisait à la Chambre un long exposé sur l'état des nations, en guise d'introduction à ses crédits. C'est ce que nous attendons, mais qu'avons-nous?

Le ministre essaie de se dérober en donnant pour argument qu'il a fait plusieurs déclarations fragmentaires sur la Rhodésie, le Vietnam et quelques autres questions. Les rapports fragmentaires faits à la Chambre, même mis ensemble comme un casse-tête chinois, ne nous donnent pas une idée juste du Canada et de son rôle parmi les autres nations. Et j'estime que le Canada a un grand rôle à jouer.

Le ministre n'a rien dit là-dessus, mais, monsieur le président, j'estime qu'il devrait faire une déclaration au comité avant l'adoption du crédit. Cette déclaration sur des questions qui nous préoccupent au plus haut point, il la doit au comité et à la population canadienne.